

VI CONCLUSION

L'espoir croissant de réforme politique et sociale mentionné par l'Administrateur dans son rapport de l'an dernier s'est trouvé confirmé en septembre 1989 par le retour du Parti national au pouvoir et par l'élection de M. F.W. de Klerk à la présidence de l'État. Entre cette étape mémorable et la rédaction de ce rapport, les événements se sont précipités à un rythme que les Sud-Africains de toute race auraient eu peine à imaginer quelques mois plus tôt. La libération de Nelson Mandela; les entretiens entre des représentants du gouvernement et de l'ANC; la promesse d'abrogation de la Separate Amenities Act; l'engagement pris par le ministre de la Main-d'oeuvre, en consultation avec les syndicats (COSATU et NACTU) et la fédération des employeurs (SACCOLA), de modifier la Loi sur les relations de travail en accord avec eux; l'indépendance de la Namibie; et l'effondrement virtuel de la politique concernant le Bantoustan, ont amorcé un processus irréversible, sous peine de chaos ou de guerre civile, ce que seuls les extrémistes de la droite et de la gauche souhaiteraient.

Au départ, les "entretiens à propos d'entretiens" en mai entre le gouvernement et l'ANC ont déclenché, de la part des deux parties, des efforts destinés à éliminer les obstacles restants aux négociations constitutionnelles de fond qui seront nécessaires pour démanteler l'apartheid et le remplacer par un gouvernement représentatif, démocratique, et sans distinction de race. Avant que ces négociations puissent commencer, le gouvernement exige de l'ANC qu'il s'engage à mettre fin à la lutte armée, et de son côté, l'ANC réclame la levée de l'état d'urgence, la libération des prisonniers politiques et le retour, en toute sécurité des exilés politiques. La volonté de satisfaire à ces conditions préalables aux négociations semble exister dans les deux cas mais elles sont menacées par de nombreux facteurs extérieurs.

Aucune des deux parties n'est totalement représentative de la population au nom de laquelle elle prétend parler. En gros, deux tiers des Blancs sont favorables à la réforme et un tiers, hostile à celle-ci. Dans ce dernier groupe, on trouve aussi bien ceux qui s'opposeraient à la réforme par des moyens constitutionnels que ceux qui menacent déjà de recourir aux armes pour maintenir le contrôle des Blancs. Chez les non-Blancs politiquement à gauche de l'ANC, il y a un certain nombre d'organisations qui sont plus ou moins en désaccord avec lui (PAC, AZAPO, BCM, Inkatha). Le plus radical de ces groupes, le PAC, est opposé à toute négociation et exige simplement la remise directe du pouvoir aux Noirs par les Blancs. C'est là une démarche qui paraît de plus en plus attrayante, en particulier aux jeunes et aux impatientes. Les membres de l'ANC eux-mêmes sont loin d'être unanimes sur la voie à suivre. Le leadership n'y est pas monolithique. Il y a une rivalité entre les leaders exilés et ceux qui ont lutté pour la cause en Afrique du Sud pendant plus d'un quart de siècle (UDF, MDM, COSATU, etc.). Les "revenants" de Robben Island n'ont pas encore pu consolider leur position au sein de l'ANC. Les "troupes" s'impatientent, en particulier les jeunes, plus radicaux, qui sont prêts à désertir si les négociations tardent ou si elles s'éternisent, une fois engagées. Il ne faut pas non plus oublier les Zoulous, qui sont environ six